



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Isabelle GIANIEL, Patricia MIRALLES.

Hors commission - Organisme extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SAEML SOMIMON au capital de 240 000 euros. Elle détient 42% du capital, soit 6 300 actions et occupe 4 postes sur 10 au conseil d'administration de la société, dont le poste de présidence en la personne de Marie-Hélène SANTARELLI.

L'objet social de la SOMIMON consiste essentiellement, d'une part, en la gestion du marché d'intérêt national (M.I.N.), et d'autre part en la réalisation des travaux rendus nécessaires par son évolution, qu'il s'agisse de simple entretien, de renouvellement ou d'extension du patrimoine immobilier.

Le M.I.N. dont la gestion a été déléguée à la SOMIMON, joue un rôle structurant pour son territoire et plus largement à l'échelle du territoire du pôle métropolitain. Il se situe à la convergence de plusieurs politiques publiques clés : politique agroécologique et alimentaire, politique des mobilités et en particulier de logistique urbaine, politique de développement économique, politique d'urbanisme commercial.

Fort de son savoir-faire dans l'organisation des flux de marchandises, la SOMIMON à travers le M.I.N, en tant que Centre de Distribution Urbain à proximité du centre-ville, doit renforcer son activité liée à la problématique du dernier kilomètre, en partenariat avec des acteurs qui disposent de cette expertise.

Le Conseil d'Administration de la SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a acté la convocation d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter la modification des statuts de la société relative à l'objet social.

Cette modification consiste à ouvrir l'objet de la société à la réalisation de solutions de logistiques urbaines innovantes et de créer de véritables synergies avec des sociétés spécialistes de la logistique en vue de construire une filière logistique innovante (économique, sociale, environnementale).

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SAEML SOMIMON en vertu de l'article 2 des statuts serait ainsi modifié, par ajout des alinéas 6 et 7 ci-dessous exposés :

« La Société a pour objet :

- d'exploiter le marché d'intérêt national de Montpellier conformément aux dispositions des articles L 761-1 et suivants du code de commerce,*
- de réaliser la construction de tous édifices et installations considérés comme l'accessoire de ce marché,*
- de gérer et de louer, mettre à disposition, tout bâtiment à usage administratif, bureaux et activités économiques diverses, magasins, entrepôts généraux et frigorifiques, stations-services, cafés, restaurants, aires, voies d'accès parking, quais d'embarquement SNCF ou autres*
- la gestion de stocks et produits alimentaires, viticoles ou autres,*
- l'organisation de salons, foires ou expositions concernant des produits agroalimentaires ou de toute*

nature,

- d'assurer, en qualité de commissionnaire de transport : la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et palettes et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables,

- d'assurer réception, stockage de marchandises, préparation de commandes,

- d'assurer étude, réalisation, exploitation, maintenance, gestion et promotion de tout système, réseau, équipement ou service,

- et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.

La Société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui ; elle pourra en particulier réaliser ces activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L.1523-2 à L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales, et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de service, d'affermage ou de délégation de service public. »

Concomitamment à la modification statutaire susvisée, le Conseil d'Administration de la SAEML SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a proposé le principe de prise de participation au capital de la société commerciale par action simplifiée, la SAS EVOL à hauteur de 9% du capital social.

En effet, l'objet social de la société EVOL Montpellier consiste à :

« Assurer, en qualité de commissionnaire de transport, la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables. La réception, le stockage de marchandises, la préparation de commandes ;

L'étude, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, la gestion et la promotion de tout système, réseau, équipement ou service,

- Et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales. »

A travers cette opportunité, la SOMIMON souhaite mener une réelle synergie avec cette filiale de La Poste, pour créer un service de mutualisation de logistique urbaine, alimentaire et non alimentaire sur le territoire métropolitain, dont les modalités restent à définir, et dans un objectif de développement durable. La SOMIMON pourra proposer des services complémentaires allant dans ce sens (logistique du dernier kilomètre, mutualisation des flux, transport décarboné, etc.) dans une approche globale et intégrée, favorisant l'intermodalité notamment ferroviaire.

Actuellement composé d'un actionnaire unique, EVOL Montpellier, au capital aujourd'hui de 15 000 euros, a engagé un projet de développement de la société. Elle propose une gouvernance partagée avec 9 sièges au total, composée d'acteurs nationaux à hauteur de 69 % du capital et de partenaires locaux de 31 % du capital. Il est ainsi proposé l'acquisition par la SOMIMON de 900 actions d'une valeur de 100 euros chacune, soit un montant total de 90 000 euros.

La prise de participation financière permettrait ainsi à la SOMIMON de détenir 9 % des parts sociales, et 1 siège en tant que représentant au sein du Conseil d'Administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires de la SOMIMON relatives à l'objet social;
- autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOMIMON, Madame Marie-Hélène SANTARELLI à voter en faveur de ces modifications ;
- approuver le principe de prise de participation de la SAEML SOMIMON dans la filiale SAS Evol Montpellier, à hauteur de 9% du capital soit 90 000 €
- autoriser Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Madame Véronique PEREZ, Monsieur Yvon PELLET et Monsieur Renaud CALVAT, en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SOMIMON, à voter en faveur de cette prise de participation lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60463-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de modification statutaire
- EVOL Montpellier - Statuts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.